

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62 400 - BÉTHUNE

BÉTHUNE, le **13 SEP. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WIENERBERGER SAS

8 Rue du Canal
ACHENHEIM
67 204 - Achenheim

Références : 169-2023
Code AIOT : 0 007 000 172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2023 sur la carrière d'argile exploitée par la SAS WIENERBERGER SAS chemin de Pernes à Cauchy-à-la-Tour (62 260). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER SAS
- Chemin de Pernes BP 3 62 260 Cauchy-à-la-Tour
- Code AIOT : 0 007 000 172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
-

Par arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mars 2019, l'exploitant est autorisé pour une durée de 21 ans à exploiter les parcelles de la section cadastrale AE n°41 à 44, 47, 50 à 52 situées sur le territoire de Cauchy à la Tour, couvrant une superficie autorisée de 3 ha 85 a 06 ca et remettre en état les parcelles de la section cadastrale AE 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 qui étaient couvertes par le précédent arrêté d'autorisation du 28/10/1987.

La production maximale autorisée est de 16 000 tonnes par an.

L'exploitant actuel est la SAS WIENERBERGER dont le siège social est à Strasbourg. Le groupe d'origine autrichienne est spécialisé dans la fabrication de produits en terre cuite. Il est présent dans 25 pays avec 250 usines et emploie 12 000 personnes.

L'argile extraite fournit actuellement la briqueterie TERCA de Flines les Raches.

L'extraction est confiée à la société ABE TP, entreprise extérieure.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conditions générales d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	PC8	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.2	/	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.5	/	Sans objet
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 7	/	Sans objet
5	PC5	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 9.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	PC6	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 9.5	/	Sans objet
7	PC7	Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 10.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués sur site le jour de la visite d'inspection ont conduit l'inspection à proposer à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions des articles 4 et 11 de l'arrêté préfectoral du 07/03/2019 qui encadre l'activité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Périmètre Les installations autorisées sont situées sur la commune de Cauchy-à-la-Tour sur les parcelles AE 41, 42, 43, 44, 47, 50, 51, 52. Les parcelles suivantes ont été autorisées par le précédent arrêté d'autorisation du 28/10/1987, font l'objet d'une cessation partielle d'activité : parcelles n° AE 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 de la commune de Cauchy-à-la-Tour.
Constats : Pour les parcelles en cours d'exploitation (AE 41, 42, 43, 44, 47, 50, 51, 52) qui représentent une surface d'extraction de 2,6 ha environ, l'autorisation est programmée sur 5 phases d'une durée moyenne de 4 ans; elle consiste à prélever la couche d'argile jusqu'à l'apparition de silex en quantité trop importante. Soit une excavation sur environ 3 mètres vis-à-vis des terrains naturels voisins. La campagne d'extraction est réalisée exclusivement une fois par année pendant les périodes favorables de la fin de l'été. Les matériaux sont ensuite stockés pour être affinés avant leur transfert dans les usines de fabrication de briques du groupe et la partie indésirable est directement remplacée en fond de fouille dans le cadre de la remise en état du site. Concernant les anciennes parcelles qui font l'objet d'une cessation d'activité, la remise en état consistant à un retour en culture avec l'apport des déchets inertes et des terres saines stockées en merlons en pourtour du site pour la partie supérieure, l'exploitant s'est engagé à combler la zone dans les cinq prochaines années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Remise en état</u> La remise en état du site dont les modalités sont définies à l'article 10.2 consiste en des opérations de remblaiement prévoyant le retour au terrain naturel pour un usage agricole. Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe 1 et 2 au présent arrêté.
Constats : Voir point de contrôle n°1 Nota: Les déchets ou matériaux utilisés pour le remblaiement sont : La partie triée de l'argile et les déchets du BTP des chantiers de terrassement des entreprises ABE et GTP. Le remblaiement est effectué uniquement en période sèche. sur les parcelles du site qui sont situées le plus à l'ouest avec une progression vers les parcelles situées au nord-ouest. Pour le moment l'exploitant privilégie plutôt le reboisement qui lui semble plus adapté au regard des grandes quantités d'eau de surface qui peuvent stagner sur la partie basse du site lors des gros événements pluvieux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Bornage</u> Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer : <ol style="list-style-type: none"> 1. les bornes matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA ; 2. un piquetage matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE ; 3. une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après. L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Sur 18 bornes initialement prévues (12 pour déterminer le périmètre d'autorisation des nouvelles parcelles et les 6 prévues pour définir les limites de l'extraction), 12 sont aujourd'hui manquantes. Selon les dires de l'exploitant, la matérialisation de ces dernières par des piquets a volontairement été dégradée par un agriculteur voisin. L'inspection a rappelé à l'exploitant ses obligations et lui a précisé que cette situation conduirait l'inspection à proposer à M. le Préfet de le mettre en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions du présent article. Dans contexte et malgré le contentieux qui oppose l'exploitant à l'agriculteur voisin, l'Inspection proposera un délai de trois mois à compter de la signature de l'arrêté de mise en demeure pour remettre en place l'ensemble du dispositif.
Type de suites proposées : administrative
Proposition de suites : Arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Extraction</u> L'extraction est limitée aux matériaux présents au-dessus de la côte du point de référence, soit 100 m NGF. Les matériaux éventuellement présents sous la cote indiquée ne seront pas exploités. Les fronts ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. Le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 5 mètres de hauteur verticale, et être réalisé tel que décrit sur les plans de phasage en annexe 1.
Constats : Le plan topographique établi par le cabinet LAPOUILLE le 1er décembre 2022 atteste du respect des cotes d'extraction et les constats sur site confirment le respect des autres dispositions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Dispositions générales</u> <p>Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé, uniquement, dans le cadre de la remise en état, pour le comblement des zones qui ont fait ou qui feront l'objet d'extraction d'argile.</p> <p>Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles constitutives du périmètre PE.</p> <p>Les matériaux extérieurs sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p>
<p>Constats : Le comblement des anciennes parcelles évoquées au point du contrôle n°1 n'est toujours pas effectué et suite à un contentieux récent pour un éventuel blocage des écoulements des eaux de ruissellement du bassin versant voisin, l'exploitant a placé à la base du merlon qui entoure la périphérie du site, un dispositif de buses en partie basse du chemin de PERNES pour favoriser la circulation de l'eau vers l'aval qui se situe à l'intérieur des anciennes parcelles à réhabiliter.</p> <p>Les déchets en présence sur le site pour le remettre en état correspondent à la liste et aux caractéristiques prévues dans l'APA du 07/03/2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 13: PLANS <p>Un plan à l'échelle 1/1 000^{ème} ou 1/500^{ème} est établi.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de cinquante mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - les bornes déterminant le périmètre d'Autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement visés à l'article 4 ; - les pistes et voies de circulation ; - les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,... - les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, locaux,... <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
Constats : L'Inspection a consulté le plan topographique établi par le Cabinet LAPOUILLE le 1er décembre 2022. Ce dernier présente les cotes d'extraction mais doit être rapidement complété par l'ensemble des éléments prévus au présent article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Remise en état :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'Autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'Autorisation et l'extraction de matériaux ne doit plus être réalisée après les vingt ans suivant la notification de l'arrêté.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état doit comporter les principales dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le régalaage des stériles de découverte, peu perméables, en fond de carreau sur une épaisseur d'environ 0,5 mètre ; • La mise en place en partie supérieure de remblais inertes extérieurs sur une épaisseur maximale de 4,1 mètre ; • La remise en place en couverture de la terre végétale sur une épaisseur d'environ 0,4 mètre. <p>Les opérations de remise en état interviendront au fur et à mesure de la progression des travaux d'exploitation dont la durée sera de vingt ans ; ils seront finalisés lors de la dernière année dédiée à la finalisation des opérations de remblaiement.</p> <p>Constats : Faute de déchets inertes en volume suffisant l'exploitant n'est pas mesure de réaliser une remise en état au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Même les parcelles qui ont été autorisées par le précédent arrêté d'autorisation du 28/10/1987 qui devraient faire l'objet d'une cessation partielle d'activité (parcelles n° AE 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59 de la commune de Cauchy-à-la-Tour) ne sont toujours pas remises en état comme le prévoit le présent article.</p> <p>Pour ces dernières l'exploitant s'est engagé au cours de la visite à réaliser les travaux de remise en état dans un délai de cinq ans si aucun contentieux avec les différents propriétaires ne le contraint.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2019, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Clôtures et accès :</u> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.</p> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Constats : Le site présente un merlon le long du chemin de Pernes qui limite l'accès, mais il ne comprend pas de clôture comme prévu au présent article. L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions mentionnées ci-dessus. Pour répondre à cette prescription, l'exploitant a fait établir un devis auprès d'une entreprise d'aménagement paysager pour un montant de 2 928 euros. Ce constat amène néanmoins l'inspection à proposer à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de clôturer entièrement le site et de signaler l'interdiction de pénétrer et les dangers potentiels.</p>
Type de suites proposées : Administrative
Proposition de suites : Arrêté de mise en demeure